

données statistiques

Les organisations internationales à Genève et en Suisse

Résultats de l'enquête 1987

Sommaire	page
1. Organisations internationales établies à Genève	2
2. Organisations internationales établies en Suisse	9
3. Liste des tableaux disponibles sur demande	3 ^e de couverture

Janvier 1988



SERVICE CANTONAL DE STATISTIQUE

Rue du 31-Décembre 8 Case postale 36 1211 Genève 6 ☎ 87 67 07

DEPARTEMENT DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

Autres sources d'information :

. Annuaire statistique du canton de Genève (paraît en octobre) :

Le chapitre "organisations internationales" présente, pour le canton de Genève, les principaux résultats de l'enquête de l'année en cours ainsi que ceux des années précédentes sous forme de tableaux et de graphiques.

. Aspects statistiques :

A intervalles irréguliers, un numéro de cette collection fait le point sur le secteur international à Genève.

. Données statistiques :

Chaque année, un numéro de cette collection présente les résultats de l'enquête annuelle auprès des organisations internationales. Ces données sont parfois accompagnées d'un choix d'informations complémentaires.

En 1985, en plus des estimations sur l'importance de l'ensemble du secteur international à Genève, ont été publiées quelques comparaisons internationales.

Pour tout complément d'information : tél. 87 67 45

Symboles :

Un tiret (-) signifie que la donnée est nulle.

Un astérisque (*) signifie que la donnée est inconnue.

Un point (.) signifie qu'aucune donnée ne peut correspondre à la définition.

LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES A GENEVE ET EN SUISSE

Résultats de l'enquête 1987

La présentation des résultats de l'enquête annuelle du Service cantonal de statistique (SCS) auprès des organisations internationales établies à Genève est complétée par quelques résultats et commentaires portant sur l'ensemble des organisations gouvernementales implantées en Suisse.

Parmi les cahiers de la collection "Données statistiques" présentant les résultats de l'enquête susmentionnée :

- . les numéros 1986/2 et 1987/2 comprennent, de plus, des données rétrospectives pour Genève;
- . les numéros 1985/1 et 1986/2 présentent aussi quelques données générales sur le secteur international à Genève;
- . le numéro 1985/1 contient quelques comparaisons internationales.

Le programme de publication du SCS prévoit un numéro des "Aspects statistiques" consacré au secteur international et présentant de manière détaillée les chiffres tirés du recensement fédéral des entreprises de 1985; ce cahier sera l'occasion de faire le point - statistiquement parlant ! - sur la place du secteur international dans l'économie genevoise.

1. Organisations internationales établies à Genève

En 1986, les dépenses des organisations internationales couvertes par l'enquête régressent de 1,4 %, en valeur nominale, par rapport à l'année précédente. Ce repli est le second enregistré depuis la mise en oeuvre de la statistique (1977), après le recul intervenu en 1978; par contre, c'est la première fois que les dépenses courantes - qui constituent la plus grande partie du total - s'inscrivent à la baisse (- 1,5 %).

Rappelons cependant que la hausse des dépenses totales enregistrée entre 1984 et 1985 a été assez forte (8,4 %) par rapport à la période précédente; ainsi, le montant de 1986 reste sensiblement plus élevé que celui de 1984.

Le nombre de réunions convoquées et de séances tenues s'inscrit à la baisse après le sommet atteint en 1985, bien que l'effectif des experts et délégués augmente encore. Quant aux emplois, la stabilité suit une période d'augmentation modérée.

Tableau 1

Canton de Genève

Emplois dans le secteur International

Situation en avril

	Organisations gouvernementales ¹⁾			Missions permanentes	Organisations non gouvernementales ²⁾
	Fonctionnaires	Autres personnes	Total		
1978	11 296	2 971	14 267	2 339	2 158
1979	11 307	2 928	14 235	2 226	2 408
1980	11 271	3 504	14 775	2 377	2 359
1981	11 461	3 582	15 043	2 476	2 525
1982	11 844	3 145	14 989	2 529	2 557 ³⁾
1983	11 800	2 964	14 764	2 734	2 544
1984	11 779	3 272	15 051	2 887	2 729
1985	11 918	3 258	15 176	2 857	2 749 ⁴⁾
1986	11 996	3 430	15 426	3 044 ^r	2 952
1987	12 022	3 606	15 628	3 099 ^e	2 736

Tableau 2

Canton de Genève

Réunions Internationales accueillies par les organisations Internationales

	Organisations gouvernementales ¹⁾						Organisations non gouvernementales ²⁾		
	Total			dont organisations du système des Nations Unies					
	Réunions	Séances	Délégués et experts	Réunions	Séances	Délégués et experts	Réunions	Séances	Délégués et experts
1977	1 026	13 775	51 921	896	13 486	47 703	406	886	6 585
1978	974	13 671	50 277	901	13 302	48 939	470	1 339	7 705
1979	1 054	13 387	56 873	968	12 998	54 659	457	1 436	8 656
1980	1 126	13 469	54 526	1 006	13 076	52 215	507	1 572	9 229
1981	1 142	12 464	55 735	1 006	12 055	52 546	524	1 815	9 297
1982	1 217	12 058	59 415	1 116	11 721	53 282	510	1 935	9 917
1983	1 194	12 676	65 380	1 087	12 240	56 626	486	2 160	9 562
1984	1 194	12 535	69 701	1 055	11 847	55 304	479	2 086	10 225
1985	1 275	13 624	71 440	1 128	13 080	58 701	586	2 531	10 948
1986	1 238	11 431	72 677	1 066	10 658	54 231	546	2 487	14 070

1) Les 15 organisations gouvernementales : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE et GATT (Organisations du système des Nations Unies); CERN, AELE, CIM, UI, OIPC, APEF et UPOV (voir liste page 11).

2) Les 10 plus grandes organisations non gouvernementales : CICR, LSCR, COE, FLM, Fondation de l'Ecole Internationale de Genève, IATA, Institut Battelle, ISO, UER et CEI (voir liste page 12).

3) Pour l'ensemble des 97 organisations dénombrées en septembre 1982, les emplois s'élèvent à 3 152. Parmi ces 97 organisations, une dizaine n'occupent pas de personnel stable ou rémunéré.

4) Pour l'ensemble des 106 organisations non gouvernementales dénombrées en septembre 1985, les effectifs occupés atteignent environ 3 576 (chiffre estimé à partir de résultats partiels du recensement fédéral des entreprises de 1985).

Emplois

En avril 1987, le nombre d'emplois recensés dans le secteur international¹⁾ se fixe à 21 463, progressant très faiblement par rapport à l'année précédente (+ 0,2 %). Cette quasi-stabilité fait suite à une période d'augmentation modérée : + 6,9 % en 5 ans, soit une hausse annuelle moyenne de 1,3 %.

Entre avril 1986 et avril 1987, les effectifs occupés par les 15 organisations internationales gouvernementales (OIG) passent de 15 426 à 15 628 (+ 202 personnes, soit + 1,3 %); ils augmentent dans 6 de ces organisations et diminuent dans les 9 autres. Au cours des cinq années précédentes, ces effectifs avaient progressé de 2,5 %, soit 0,5 % par an en moyenne.

Le nombre de fonctionnaires d'origine suisse reste orienté à la baisse (- 3,1 % en un an) et leur proportion se fixe à 13,1 % en avril 1987 (16,6 % en avril 1979). Pour la cinquième année consécutive, l'effectif des fonctionnaires internationaux résidant dans le canton diminue (- 2,4 % en un an), alors qu'augmente le nombre de ceux qui résident en France (+ 3,2 %) et dans le canton de Vaud (+ 3,9 %). En avril 1987, 52,6 % des fonctionnaires internationaux habitent dans le canton, 39,5 % en France et 7,9 % dans le Pays de Vaud; en 1978, ces proportions se montaient respectivement à 65,1 %, 30,6 % et 4,3 %.

L'effectif des personnes occupées par les missions permanentes est estimé à 3 099 en avril 1987. Au cours des six dernières années, il a augmenté de 25,2 %, soit 3,8 % par an en moyenne.

Les emplois des 10 principales organisations internationales non gouvernementales (OING), lesquelles rassemblent les 4/5 des effectifs occupés par ce type d'organisation, se replient de 7,3 % entre avril 1986 et avril 1987, après trois années de hausse consécutives. Ils augmentent dans 2 OING et diminuent dans les 8 autres. Le recul des effectifs touche autant les employés d'origine suisse que les étrangers; en 1987, la proportion des premiers s'établit à 45,7 %, celle des seconds à 54,3 %.

Décomposée selon le lieu de résidence, l'évolution est par contre plus contrastée : les personnes occupées habitant dans le canton diminuent en nombre (- 4,6 % en un an) et en proportion (71,1 % en avril 1987), alors que le nombre de résidents vaudois progresse (+ 4,0 % en un an; 16,9 % de l'ensemble en avril 1987) et que l'effectif des résidents français reste stable (12,0 % de l'ensemble en 1987). En 1978, 78,7 % des personnes occupées dans les OING habitaient Genève, 10,7 % dans le canton de Vaud et 10,6 % en France.

Réunions internationales

Après le sommet atteint en 1985, le nombre de réunions et conférences internationales convoquées par les 15 OIG se replie légèrement en 1986 (- 2,9 %); le recul est très net pour le nombre de séances tenues (- 16,1 %), alors que l'effectif des délégués et experts y participant, lui, progresse (+ 1,7 %).

1) Défini ici comme l'ensemble formé par les organisations internationales gouvernementales, les missions permanentes et les dix principales organisations internationales non gouvernementales.

Tableau 3

Canton de Genève

Dépenses des organisations Internationales gouvernementales¹⁾ (milliers de F)

	Dépenses courantes			Dépenses d'investissements			Total
	Coût salarial total	Autres biens et services	Total	Biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	
1977	895 117	289 255	1 184 372	198 048	54 327	252 375	1 436 747
1978	915 241	277 606	1 192 847	164 307	70 095	234 402	1 427 249
1979	943 520	301 165	1 244 685	152 316	47 565	199 881	1 444 566
1980	964 681	324 433	1 289 114	154 777	29 880	184 657	1 473 771
1981	1 049 729	353 435	1 403 164	141 445	43 547	184 992	1 588 156
1982	1 100 387	370 099	1 470 486	126 407	63 912	190 319	1 660 805
1983	1 195 717	416 114	1 611 831	135 450	83 900	219 350	1 831 181
1984	1 233 139	417 600	1 650 739	145 432	84 745	230 177	1 880 916
1985	1 281 451	473 789	1 755 240	181 972	89 081	271 053	2 026 293
1986	1 280 109	439 317	1 719 426	221 531	60 707	282 238	2 001 664

Tableau 4

Canton de Genève

Dépenses des organisations Internationales non gouvernementales²⁾ (milliers de F)

	Dépenses courantes			Dépenses d'investissements			Total
	Coût salarial total	Autres biens et services	Total	Biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	
1977	122 417	46 713	169 130	3 230	10 156	13 386	182 516
1978	137 488	41 393	178 881	4 177	3 673	7 850	186 731
1979	133 772	43 660	177 432	4 251	2 297	6 548	183 980
1980	141 365	70 438	211 803	4 648	5 514	10 162	221 965
1981	151 180	77 377	228 557	5 575	5 902	11 477	240 034
1982	164 823	80 938	245 761	6 070	4 488	10 558	256 319
1983	179 876	84 074	263 950	7 788	2 514	10 302	274 252
1984	189 450	95 448	284 898	8 694	1 889	10 583	295 481
1985	201 077	90 986	292 063	37 857	2 800	40 657	332 720
1986	211 006	86 024	297 030	11 119	16 217	27 336	324 366

1) Les 15 organisations gouvernementales : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE et GATT (Organisations du système des Nations Unies); CERN, AELE, CIM, UI, OIPC, APEF et UPOV (voir liste page 11).

2) Les 10 plus grandes organisations non gouvernementales : CICR, LSCR, COE, FLM, Fondation de l'Ecole Internationale de Genève, IATA, Institut Battelle, ISO, UER et CEI (voir liste page 12).

Pour les 10 principales OING, l'évolution enregistrée entre 1985 et 1986 est du même type : baisse de 6,8 % du nombre de conférences, de 1,7 % du nombre de séances, mais hausse de 28,5 % des effectifs des délégués et experts, cette dernière étant la plus forte enregistrée depuis 1978 (première année pour laquelle on dispose de deux chiffres successifs).

Dépenses

En 1986, le montant global des dépenses des 25 organisations internationales couvertes par l'enquête annuelle du SCS s'élève à 2,326 milliards de francs. Il enregistre une baisse nominale de 1,4 %, la première depuis le début des années quatre-vingt. En termes réels (déduction faite de la hausse des prix), ce repli se fixe à 3,0 %. Au cours des cinq années précédentes, ces dépenses ont progressé - en moyenne annuelle - de 6,8 % en valeur nominale et de 2,3 % en termes réels.

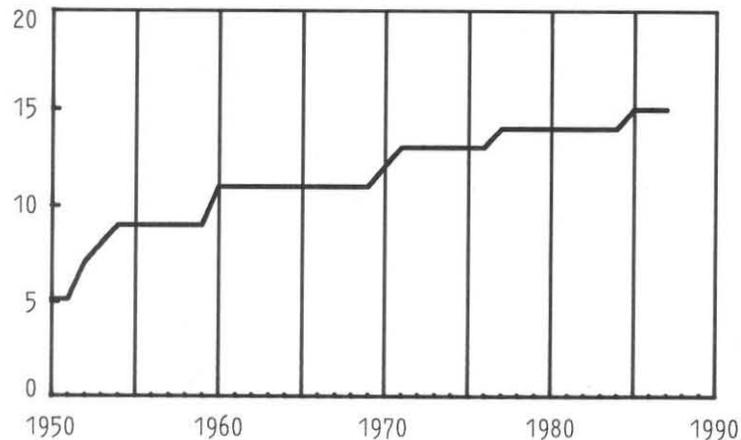
Le montant total des dépenses engagées par les sièges et les offices des 15 OIG établies à Genève régresse de 1,2 % (2,8 % en termes réels). Les dépenses sont en baisse pour 7 de ces OIG, en hausse pour 7 autres et stables pour l'une d'entre elles. Le recul des dépenses par rapport à 1985 touche surtout les dépenses courantes (- 2,1 %), plus précisément celles qui sont destinées à acquérir des biens et services (- 7,3 %), alors que le coût salarial total reste presque stable (- 0,1 %). En revanche, les dépenses d'investissements, considérées globalement, augmentent de 4,1 %, ce qui traduit une hausse de 21,7 % des achats de biens d'équipement et une baisse de 31,9 % des dépenses de construction, lesquelles s'étaient maintenues à un niveau élevé durant les années 1983 à 1985. La structure des dépenses reste cependant relativement stable; en 1986, le coût salarial représente 64,0 % du total, les dépenses courantes en biens et services 21,9 % et les dépenses d'investissements 14,1 %. Comme les années précédentes, la part du CERN est prépondérante dans les dépenses d'investissements; elle représente 95,4 % du total. Parmi les 2,002 milliards de francs dépensés en tout par les OIG en 1986, 1,102 milliard revient à la Suisse (- 4,4 % en un an).

En 1986, le montant total des dépenses engagées par les 10 principales OING s'élève à 324 millions de francs, soit 2,5 % de moins que l'année précédente en valeur nominale (4,1 % en termes réels). Ce recul est dû entièrement à la baisse des dépenses d'investissements, plus précisément des dépenses en biens d'équipement; ces dernières avaient atteint en 1985 un sommet provoqué par les dépenses d'une seule des 10 principales OING. Malgré cette diminution globale des dépenses d'investissements, les dépenses de construction, partie intégrante de celles-là, atteignent, elles, leur sommet en 1986. Ces dépenses-ci sont engagées par 4 des 10 OING participant à l'enquête. Le montant total des dépenses courantes progresse de 1,7 % en un an; en termes réels, il reste stable. Au cours des cinq années précédentes, les dépenses totales ont progressé de 8,4 % en moyenne annuelle (3,8 % en termes réels). En 1986, le montant des dépenses se répartit à raison de 65,1 % pour le coût salarial, 26,5 % pour les dépenses courantes en biens et services et 8,4 % pour les dépenses d'investissements.

Graphique A

Canton de Genève

Nombre d'organisations internationales gouvernementales depuis 1950



Graphique B

Canton de Genève

Personnel¹⁾ des organisations internationales gouvernementales et des missions permanentes, depuis 1950



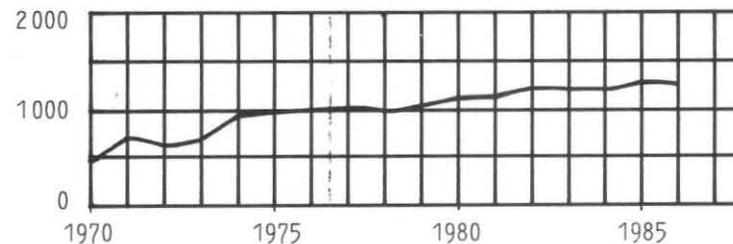
1) Titulaires d'une carte de légitimation (fonctionnaires internationaux)

Graphique C

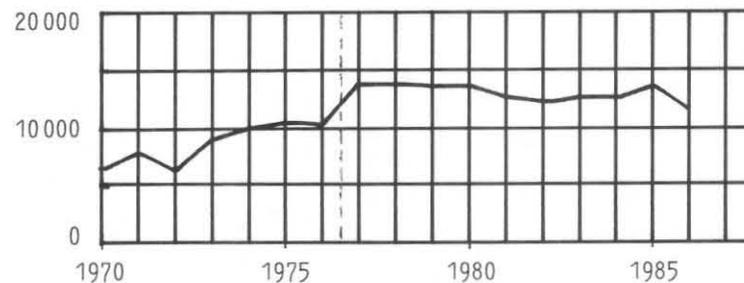
Canton de Genève

Réunions Internationales accueillies par les organisations Internationales gouvernementales¹⁾, depuis 1970

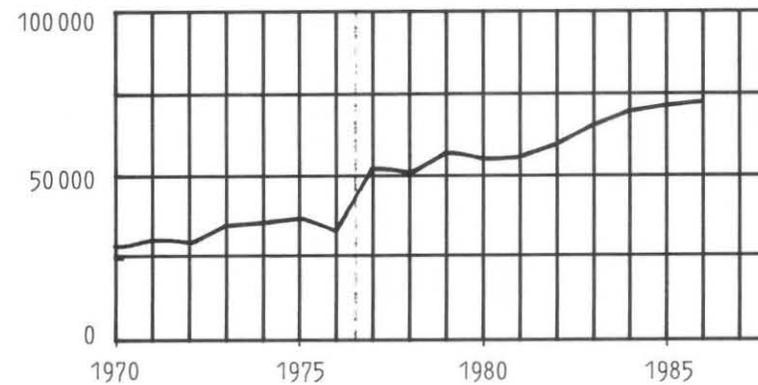
Réunions internationales



Séances tenues



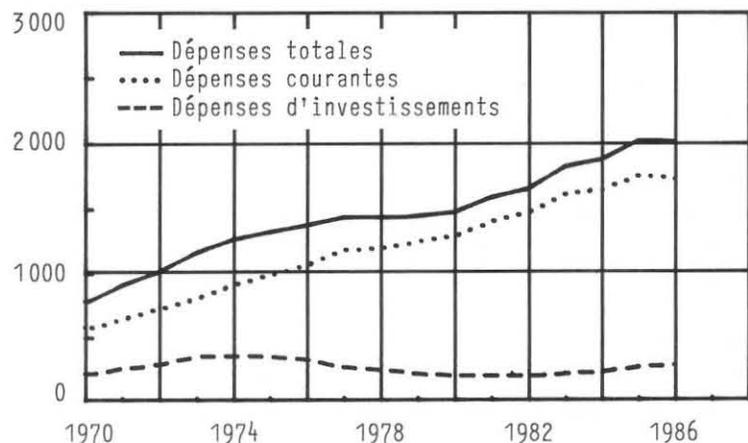
Délégués et experts



1) Jusqu'en 1976, chiffres des quatre principales OIG. Dès 1977, chiffres exhaustifs.

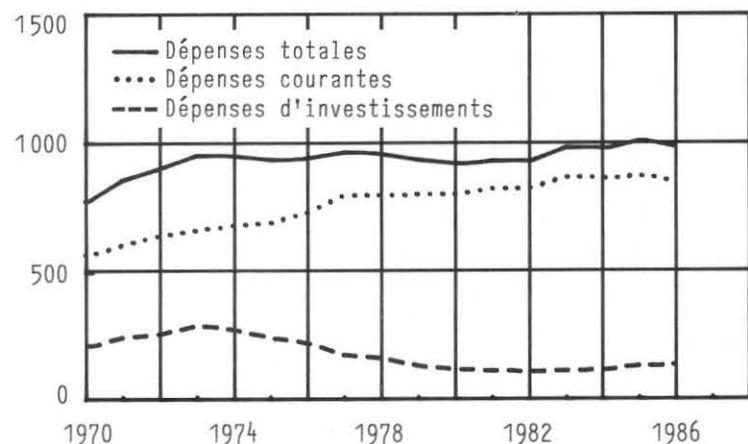
Dépenses des organisations Internationales gouvernementales, en francs courants, depuis 1970

Millions de francs



Dépenses des organisations Internationales gouvernementales, en francs constants¹⁾, depuis 1970

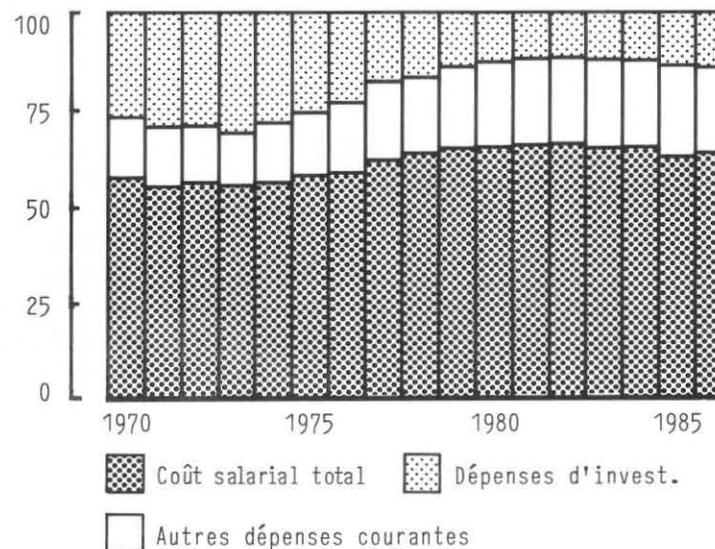
Millions de francs



1) L'évolution des montants en francs constants (ou en termes réels) se déduit de l'évolution en francs courants (ou nominale) par la défalcation de la progression du niveau général des prix mesurés par l'indice genevois des prix à la consommation.

Structure des dépenses des organisations Internationales

F. Selon la nature de ces dépenses



G. Selon le type d'organisation

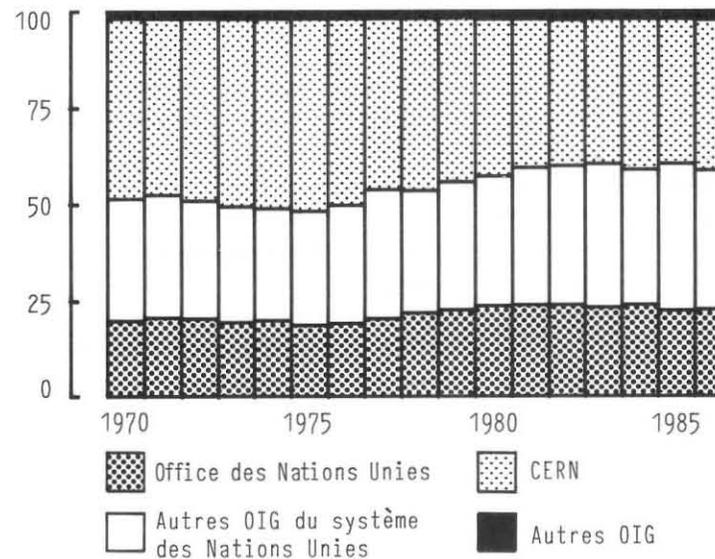


Tableau 5

Suisse

Emplois dans les organisations Internationales gouvernementales¹⁾

Situation en avril

	Personnes titulaires d'une carte de légitimation selon le lieu de résidence										
	Cantons suisses			A l'étranger			Total			Autres personnes	Total
	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total		
1980	1 889	6 131	8 020	170	3 543	3 713	2 059	9 674	11 733	3 547	15 280
1981	1 839	6 157	7 996	167	3 758	3 925	2 006	9 915	11 921	3 615	15 536
1982	1 812	6 404	8 216	169	3 921	4 090	1 981	10 325	12 306	3 168	15 474
1983	1 742	6 358	8 100	174	3 993	4 167	1 916	10 351	12 267	2 983	15 250
1984	1 682	6 362	8 040	177	4 027	4 204	1 859	10 389	12 248	3 489	15 737
1985	1 644	6 317	7 961	181	4 252	4 433	1 825	10 569	12 394	3 273	15 667
1986	1 606	6 263	7 869	200	4 403	4 603	1 806	10 666	12 472	3 445	15 917
1987	1 544	6 208	7 752	205	4 544	4 749	1 749	10 752	12 501	3 618	16 119

Tableau 6

Suisse

Réunions Internationales accueillies par les organisations Internationales gouvernementales¹⁾

	Ensemble des OIG			dont OIG établies à Berne et à Bâle		
	Réunions Internationales	Séances tenues	Délégués et experts	Réunions Internationales	Séances tenues	Délégués et experts
1979	1 104	13 631	58 999	50	244	2 126
1980	1 176	13 715	56 896	50	246	2 370
1981	1 191	12 676	55 881	49	212	2 146
1982	1 263	12 298	61 455	46	240	2 040
1983	1 240	12 916	67 450	46	240	2 070
1984	1 240	12 781	71 871	46	246	2 170
1985	1 319	13 846	73 625	44	222	2 185
1986	1 288	11 660	74 734	50	229	2 057

1) A Genève : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE, GATT, CERN, AELE, CIM, UI, OIPC, APEF et UPOV.
 A Berne : OCTI et UPU.
 A Bâle : BRI.

2. Organisations internationales établies en Suisse

En plus des quinze OIG établies à Genève, la Suisse en accueille deux à Berne et une à Bâle¹⁾. L'Union postale universelle (UPU), qui occupe plus de 150 fonctionnaires, et l'Office central des transports internationaux par chemins de fer (OCTI), qui offre une vingtaine d'emplois, sont implantés à Berne. A Bâle, la Banque des règlements internationaux (BRI) occupe environ 300 personnes.

En avril 1987, l'effectif des personnes occupées dans ces trois OIG se monte à 491, chiffre identique à celui des deux années précédentes. Le nombre de réunions internationales convoquées par ces trois OIG augmente, passant de 44 (1985) à 50 (1986), ainsi que le nombre de séances tenues. Par contre, l'effectif des délégués et experts y assistant régresse de 5,9 %. Les dépenses engagées en 1986 s'élèvent à 105 millions de francs, en progression de 2,5 % par rapport à 1985 (dépenses courantes : + 2,3 %; dépenses d'investissements : + 14,9 %).

En avril 1987, les 491 personnes occupées par ces trois OIG établies en Suisse alémanique représentent 3,0 % des 16 119 emplois des OIG en Suisse. Dans ces trois organisations, la presque totalité des fonctionnaires internationaux résident en Suisse (62,0 % pour l'ensemble des 18 OIG), beaucoup d'entre eux sont d'origine suisse (36,7 %; 14,0 % pour l'ensemble des 18 OIG) et peu de personnes n'ont pas le statut de fonctionnaire international (2,4 %; 22,4 % pour l'ensemble des 18 OIG).

Ces organisations accueillent 3,9 % des conférences et réunions convoquées en Suisse et rassemblent 2,8 % des délégués et experts participant à ces séances.

Les dépenses effectuées par ces trois sièges représentent 5,0 % du total des dépenses engagées par les 18 OIG établies en Suisse, lequel s'élève à 2,1 milliards de francs en 1986. Comparativement au nombre de personnes occupées, les dépenses de ces trois OIG sont plus élevées que celles des quinze OIG établies à Genève, aussi bien en termes de coût salarial que d'investissements (sans tenir compte du CERN, qui engage en 1986 à lui seul 94,8 % des dépenses d'investissements des 18 OIG établies en Suisse). Cette situation s'explique pour l'essentiel par des différences de taille et d'activité entre les organisations considérées : celles de Berne et de Bâle comptent probablement et en proportion plus de fonctionnaires d'état-major que les OIG établies à Genève.

1) L'enquête auprès des OI réalisée par le SCS dès 1978 à Genève a été étendue à l'ensemble du pays en 1984. Dans les autres cantons, l'Office fédéral de la statistique se charge de son exécution.

Tableau 7

Suisse

Dépenses des organisations internationales gouvernementales¹⁾ (milliers de F.)

	Coût salarial				Dépenses courantes		Dépenses d'investissements			
	Salaires nets	Contributions sociales à la charge		Total	Dépenses courantes pour d'autres biens et services	Total	Achats de biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	Total
		des salariés	de l'employeur							
1979	802 019	65 826	130 927	998 772	320 437	1 319 209	153 441	47 626	201 067	1 520 276
1980	814 381	69 531	138 092	1 022 004	342 914	1 364 918	155 816	29 880	185 696	1 550 614
1981	871 872	78 149	161 675	1 111 696	370 805	1 482 501	142 192	43 599	185 791	1 668 292
1982	906 201	86 848	170 991	1 164 040	391 290	1 555 330	127 836	63 965	191 801	1 747 131
1983	968 837	98 873	194 528	1 262 238	437 541	1 699 779	136 786	83 953	220 739	1 920 518
1984	1 000 740	103 427	200 004	1 304 171	442 211	1 746 382	146 995	84 798	231 793	1 978 175
1985	1 032 063	110 402	215 397	1 357 862	498 312	1 856 174	183 434	89 134	272 568	2 128 742
1986	1 044 227	107 200	206 489	1 357 916	464 798	1 822 714	223 218	60 760	283 978	2 106 692

1) A Genève : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE, GATT, CERN, AELE, CIM, UI, OIPC, APEF et UPOV.

A Berne : OCTI et UPU.

A Bâle : BRI.

Liste des organisations Internationales gouvernementales établies à Genève

Organisations du système des Nations Unies

ONU Office des Nations Unies à Genève

. Institutions spécialisées de l'ONU

BIT Bureau International du travail

OMS Organisation mondiale de la santé

UIT Union Internationale des télécommunications

OMM Organisation météorologique mondiale

OMPI Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

. Autres Institutions et organes du système des Nations Unies

BIE Bureau International d'éducation, qui est rattaché à l'UNESCO

GATT Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

Organisations européennes

CERN Organisation européenne pour la recherche nucléaire

AELE Association européenne de libre-échange

Autres organisations

CIM Comité Intergouvernemental pour les migrations

UI Union Interparlementaire

OIPC Organisation Internationale de protection civile

APEF Association des pays exportateurs de minéral de fer

UPOV Union Internationale pour la protection des obtentions végétales

ISVS Secrétariat International du service volontaire.

Liste des organisations Internationales gouvernementales établies en Suisse dans un autre canton

UPU	Union postale universelle	Berne
OCTI	Office central des transports Internationaux par chemins de fer	Berne
BRI	Banque des règlements Internationaux	Bâle

Liste des organisations Internationales non gouvernementales établies à Genève et participant à l'enquête annuelle du SCS

CICR	Comité International de la Croix-Rouge
LSCR	Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
COE	Conseil oecuménique des églises
FLM	Fédération luthérienne mondiale
-	Fondation de l'école Internationale de Genève
IATA	Association du transport aérien International
-	Institut Battelle
ISO	Organisation Internationale de normalisation
UER	Union européenne de radiodiffusion
CEI	Commission électrotechnique Internationale

3. Liste des tableaux statistiques disponibles sur demande

Type de tableau : Titre et numéro de référence :

ANNUEL

- Emplois
- . Nombre d'emplois au siège de Genève des organisations internationales gouvernementales (réf. 1.1.1.1.), dès 1978
 - . Répartition des emplois par organisation internationale gouvernementale (réf. 1.1.1.2.), dès 1978
 - . Répartition des emplois dans les organisations internationales gouvernementales, par lieu de résidence et origine (réf. 1.1.1.3), dès 1978
 - . Emplois dans les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales à Genève (réf. 1.3.1.1.), dès 1979
- Dépenses
- . Dépenses des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales (réf. 2.3.1.1.), dès 1977

RETROSPECTIF

- Emplois
- . Emplois dans les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales à Genève, 1978-1981 (réf. 1.3.2.1.), 1982-1985 (réf. 1.3.2.2.) et dès 1986 (réf. 1.3.2.3)
- Dépenses
- . Dépenses des organisations internationales gouvernementales, 1977-1980 (réf. 2.1.2.1.), 1981-1984 (réf. 2.1.2.2.) et dès 1985 (réf. 2.1.2.3.)
 - . Dépenses des organisations internationales non gouvernementales, 1977-1980 (réf. 2.2.2.1.), 1981-1984 (réf. 2.2.2.2.) et dès 1985 (réf. 2.2.2.3)
 - . Dépenses des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales, 1977-1980 (réf. 2.3.2.1.), 1981-1984 (réf. 2.3.2.2.) et dès 1985 (réf. 2.3.2.3)
- Réunions
- . Réunions internationales accueillies par les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales à Genève, 1977-1980 (réf. 3.3.2.1.), 1981-1984 (réf. 3.3.2.2.) et dès 1985 (réf. 3.3.2.3)

HISTORIQUE

- Emplois
- . Personnel des organisations internationales gouvernementales et des missions permanentes à Genève, 1970-1979 (réf. 1.5.3.1.) et dès 1980 (réf. 1.5.3.2.)
- Dépenses
- . Dépenses des organisations internationales gouvernementales, 1970-1979 (réf. 2.1.3.1.) et dès 1980 (réf. 2.1.3.2.)
- Réunions
- . Réunions accueillies par les organisations internationales gouvernementales à Genève, 1970-1979 (réf. 3.1.3.1.) et dès 1980 (réf. 3.1.3.2.)

SYNTHESE

- . Emplois, dépenses et réunions des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales à Genève, 1976-1981 (réf. 5.3.2.1.) et dès 1982 (réf. 5.3.2.2.)
- . Emplois, dépenses et réunions des organisations internationales gouvernementales en Suisse, 1979-1984 (réf. 5.1.2.1) et dès 1985 (réf. 5.3.2.2)

Collection "Données statistiques"

- 1985/1 Résultats de l'enquête 1984 auprès des organisations internationales (prix : 10 F.)
- 1985/2 Le niveau des loyers à Genève - Statistique des loyers de novembre 1984 (prix : 15 F.)
- 1985/3 Enquête sur les budgets des ménages de salariés - Résultats 1984 pour le canton de Genève (prix : 10 F.)
- 1986/1 Le niveau des loyers à Genève - Statistique des loyers de novembre 1985 (prix : 15 F.)
- 1986/2 Enquête auprès des organisations internationales - Résultats de 1985 et données rétrospectives (prix : 10 F.)
- 1986/3 Le commerce extérieur du canton de Genève en 1985 (prix : 15 F.)
- 1986/4 Recensement fédéral de l'agriculture 1985 - Canton de Genève : choix de résultats par commune (prix : 15 F.)
- 1987/1 Le niveau des loyers à Genève - Statistique des loyers de novembre 1986 (prix : 15 F.)
- 1987/2 Enquête sur les budgets des ménages de salariés - Résultats 1985 pour le canton de Genève (prix : 10 F.)
- 1987/3 Les organisations internationales à Genève et en Suisse - Résultats de l'enquête 1986 et données rétrospectives (prix : 10 F.)
- 1987/4 Le commerce extérieur du canton de Genève en 1986 (prix : 15 F.)
- 1987/5 Les professions de la santé dans le canton de Genève (prix : 5 F.)
- 1987/6 Elections et votations en 1985 et 1986 (prix : 15 F.)
- 1988/1 Les organisations internationales à Genève et en Suisse - Résultats de l'enquête 1987